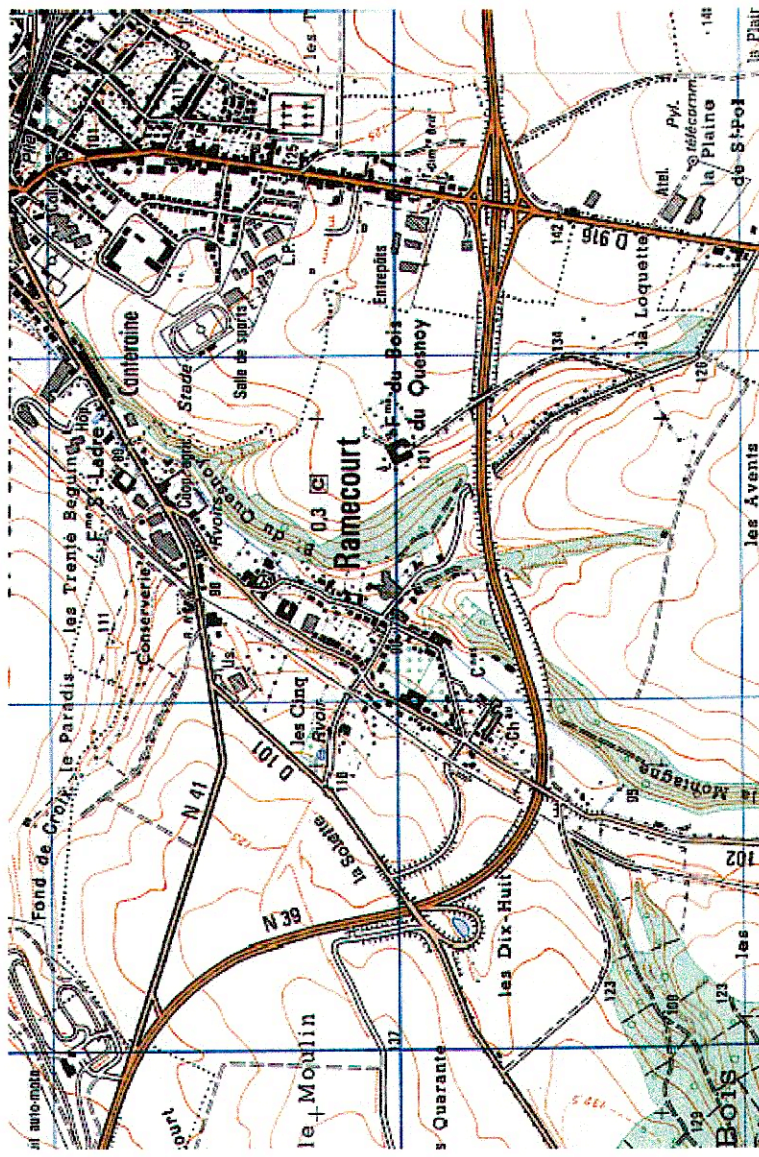
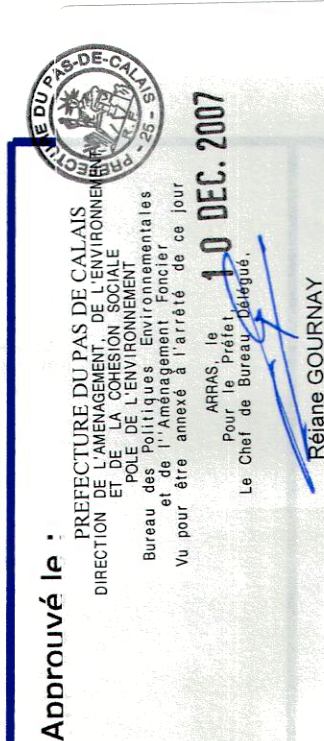




Commune de RAMECOURT



Carte communale



Enquête publique

Échelle : 1/50000
Dessinateur : S.C.



LEGENDE

Selon l'article L.124-2 du Code de l'Urbanisme :

Secteur C : secteur où les constructions sont autorisées.

Secteur CI : secteur où les constructions sont soumises à prescriptions (sous-sol et cave interdits, vide-sanitaire obligatoire). Voir étude diagnostic des phénomènes de ruissellement et d'érosion des sols réalisée par la Communauté de Communes.

Secteur Cp : secteur où les constructions sont soumises à prescriptions (sous-sol et cave interdits, vide-sanitaire obligatoire, retrait de 15 mètres par rapport à la chaussée).

Secteur NC : secteur où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Limite de zonage

Limite communale

Nouvelle construction

droit de préemption à créer



Droit de préemption à créer après l'approbation de la carte communale



Bâtiments agricoles classés pour la protection de l'environnement

L'article L1111-3 du code rural dispose : « Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et des immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers : à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précisés à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales. Une telle dérogation n'est pas possible dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application du deuxième alinéa.

La règle d'éloignement et de réciprocité entre les bâtiments agricoles soumis à déclaration ou à autorisation au titre des installations classées et les constructions occupées par des tiers et de 100m. (voir pages 31 et suivantes du rapport de présentation)

Droit de préemption		Bénéficiaire
1	Citerne incendie	Commune de Ramecourt
2	Citerne incendie	Commune de Ramecourt
3	Citerne incendie	Commune de Ramecourt
4	Citerne incendie	Commune de Ramecourt

